



Ecole de la deuxième chance : comment donner d'une main ce qu'on reprend de l'autre...

La province sud a décidé de se doter d'une école de la deuxième chance, projet louable de prime abord. Mais il en va de cette question comme de celle du logement social : dans quelle perspective globale cela s'inscrit-il ?

La proposition de la province de transposer en Nouvelle-Calédonie le dispositif métropolitain des écoles de la 2^{ème} chance peut séduire.

Mais nous ne sommes pas en métropole et nous disposons déjà d'un dispositif qui poursuit exactement les mêmes objectifs et cible le même public. Ce dispositif s'appelle PILOT, pour « Programme d'insertion locale orienté vers le travail ». Il est placé au sein de la MIJ. Il donne d'excellents résultats : en 2010, les trois quarts des 70 jeunes ayant suivi ce cursus ont été embauchés.

Alors, pourquoi proposer aujourd'hui un autre dispositif, totalement nouveau ? La multiplication des structures est-elle la bonne réponse ?

Tous les efforts pour faciliter l'insertion des jeunes sans diplôme dans le monde professionnel sont louables. Mais, à trop disperser nos moyens, nous risquons d'obtenir des résultats inversement proportionnels aux montants investis. Chaque franc dépensé dans ce domaine doit l'être à bon escient. Plutôt que de copier les écoles métropolitaines de la 2^{ème} chance, il serait donc plus judicieux de consolider le programme PILOT, qui fonctionne déjà, en augmentant les moyens qui lui sont consacrés.

Il y a au fond, derrière cette proposition d'école de la 2^{ème} chance, une attitude un peu démagogique qui consiste à proposer des mesures nouvelles, sans se préoccuper de leur efficacité.

Pour preuve, la province supprime, au même moment, les bourses de la 2^{ème} chance instaurée par le précédent exécutif en 2007, au détriment de la population féminine à la recherche d'emploi.

Au même moment, la province augmente les tarifs des vacances pour les enfants boursiers, au risque de remettre ces jeunes dans la rue. Au même moment, la programmation de logements sociaux est considérablement diminuée, ce qui produira des effets dévastateurs sur l'éducation et le cursus scolaire des enfants des familles les plus défavorisées. Au même moment, enfin, Sonia Backes, responsable R-UMP du gouvernement en charge de l'enseignement enterre le grand débat sur l'école calédonienne et le projet éducatif indispensable à l'amélioration des performances de notre système scolaire.

Une politique pour la jeunesse doit être globale, réfléchie, construite. Elle ne peut se contenter de démagogie ou d'à peu près.